

CODE ROUGE RÉVOLUTIONNAIRES

L'info marxiste
des informaticiens
anticapitalistes

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

Bulletin des militants et sympathisants NPA - Révolutionnaires de CGI et Cap Gemini

Le capitalisme ravage la planète, seuls les travailleurs peuvent la sauver

Les catastrophes se succèdent et s'accélèrent

La température s'emballe, les méga-feux dévorent des régions entières, les cyclones ravagent tout sur leur passage et les sécheresses détruisent les récoltes. Des catastrophes qui n'ont rien de naturel : derrière, se cache un capitalisme avide de profits qui engendre famines, migrations forcées et provoque la mort de millions de personnes parmi les plus vulnérables. Pendant ce temps, les gouvernements et chefs d'État, leurs capitalistes et leurs experts amusent la galerie. Chaque année se tient leur COP, on en est aujourd'hui à la trentième à Belém, sans que rien de fondamental ne change. Et pour cause, ce spectacle repoussant et dérisoire est organisé par des pompiers pyromanes tout juste capables d'accuser les classes populaires de consommer mal, quand ce sont eux qui produisent n'importe quoi n'importe comment, nous empoisonnent et saccagent la planète. Quant aux plus riches, ils continuent tranquillement de traverser le monde en jet et émettent en quelques dizaines de minutes plus de CO₂ qu'un travailleur au cours de toute sa vie...

Macron, Lula : derrière les discours, les lobbies pollueurs

Macron se pose en champion du climat, mais a pris dans ses bagages un représentant de TotalEnergies, un des plus grands pollueurs de la planète. Lula, le président du Brésil qui accueille cette COP 30, promet de sauver la forêt amazonienne, mais ne fait rien de sérieux contre les coupes sauvages et les industriels qui la fragilisent, et a prévu des explorations pétrolières dans la baie de Rio...

Les dirigeants des États prétendent vouloir sauver la planète, mais ils sont sous la coupe des grands groupes capitalistes et valident les projets de nouveaux forages, de nouvelles mines, de nouvelles routes d'export ! Ils parlent de « transition écologique » pendant que la chasse au pétrole et au gaz se poursuit, et s'élargit désormais aux terres rares nécessaires aux batteries électriques... Une chasse aux minéraux qui provoque de nouvelles rivalités meurtrières, comme en République démocratique du Congo, où les différentes puissances impérialistes s'affrontent par populations locales interposées.

Le Pen, Trump : une démagogie anti-écolo pour servir les mêmes lobbies pollueurs

De Trump à Le Pen, l'extrême droite s'élève contre une « écologie punitive » qui générerait des taxes touchant avant tout les pauvres. Mais le premier à avoir multiplié les taxes, c'est bien Trump, pour des raisons qui ont tout à voir avec la préservation des profits des capitalistes. Ce ne sont pas ceux qui dénoncent la crise climatique qui sont responsables des licenciements, mais les dirigeants de Stellantis et autres Arcelor-Mittal ! Les gouvernements des pays riches, comme en France, appliquent déjà la même politique que celle de l'extrême droite au pouvoir et dénoncent les migrants. Ce sont pourtant la misère et les famines générées par les catastrophes climatiques qui obligent des millions de personnes à chercher leur survie dans l'exil, sans parler des guerres et des génocides conséquences de la course au pétrole et aux minerais des capitalistes.

Le climat et la biodiversité entre nos mains, pas entre celles des riches !

Ni Macron ni Lula, ni leurs opposants réactionnaires ne sauveront quoi que ce soit. Tant que quelques-uns décideront pour tous, tant que la course à l'accumulation primera sur les besoins humains, la planète continuera de sombrer. Il faut retirer aux possesseurs de capitaux ce droit aberrant de décider ce qui sera produit et dans quelles conditions. Il faut mettre un terme à une production orientée pour les profits de quelques-uns, et l'organiser en fonction de nos besoins. Si c'étaient les travailleurs qui prenaient en main l'organisation de la société, alors l'humanité irait mieux. Et la planète aussi !

Éditorial du NPA-
Révolutionnaires du 17
novembre 2025



Une attaque contre nous tous

Avec sa RCC, rupture conventionnelle collective mise en œuvre en ce moment, la direction est en train d'organiser la mise à la porte de plusieurs centaines de collègues. Un plan de licenciement qui ne dit pas son nom pour une boîte qui engendre des profits faramineux. Pour l'instant, c'est essentiellement le site en région parisienne qui est attaqué, mais cette attaque nous concerne tous, car la laisser passer sans rien dire, ce serait un feu vert pour que la direction nous attaque partout dans le pays ensuite. Lorsque ceux parmi nous en intermission se sont fait voler des jours de télétravail, de gros projets se sont vite retrouvés attaqués aussi. Qu'on soit soudés entre nous, c'est ça qui fera flipper la direction.

S'il faut donner son poste allez donner le vôtre monsieur le directeur

Pour faire signer la rupture conventionnelle collective à certains d'entre nous, et atteindre des « quotas » de départs que la direction évoque, les chefs sont prêts à toutes les menaces... mais aussi à toutes les promesses d'un bel avenir ailleurs. Ils jouent parfois sur l'idée qu'en quittant la boîte, on trouvera un boulot avec un meilleur salaire. Si c'était vrai, alors ils n'ont qu'à partir eux... l'herbe n'est pas plus verte ailleurs mais au moins, ça rendra l'herbe plus verte ici !

Des EPI à CGI ?

De la puanteur et des moisissures sur certains plateaux aux plafonds qui s'effondrent, travailler à CGI est-il en passe de devenir un métier dangereux ? Nous sommes en droit de le demander. Dans l'industrie, les travailleurs sont parfois munis d'EPI, équipements de protection individuelle : casques pour faire face aux chutes d'objets, masques pour se protéger de certains gaz ou odeurs... Vu le temps que la direction met à réagir contre les inondations, nous prépare-t-elle secrètement des cadeaux sur ce terrain ?

Colère dans la médina de Casablanca

Le 22 octobre, un immeuble de quatre étages s'est effondré dans la vieille ville de Casablanca, faisant deux morts et deux blessés. Les habitants dénoncent le délabrement des bâtiments. Ils témoignent, pour le magazine marocain *Tel Quel*, de la peur chaque nuit, des magouilles des promoteurs et des autorités qui spéculent sur les opérations immobilières. Le régime investit des millions pour la Coupe du Monde 2030, mais la situation des classes populaires ne cesse de se dégrader. Les jeunes révoltés de la « Gen Z 212 » ont montré la voie face à ce régime corrompu, incapable, au service des riches.

Les joues roses de la Bourse de Paris

Que le chômage augmente, qu'il soit de plus en plus difficile à la majorité de la population de joindre les deux bouts n'empêche pas la Bourse de Paris d'afficher une santé insolente. Son indice vedette, le CAC40 a dépassé les

8 300 points, battant ainsi son précédent record d'octobre. Paris n'est pas une exception : Madrid, Londres et Milan ont aussi atteint des niveaux historiques, portées par les performances des banques, des entreprises d'armement et du luxe. Pas de crise pour les banquiers, les marchands de canon et les ultra-riches.

Le petit magot de Sarkozy

C'est *Le Canard enchaîné* qui le révèle. Dans l'arrêt remettant Sarkozy en liberté sous contrôle judiciaire, le président de la quatorzième chambre de la cour d'appel détaille ses revenus. Pas triste : pour 2023, 637 791 euros de salaire, 152 906 euros de retraite, 1 331 056 euros de revenus immobiliers et 2 342 008 de revenus non commerciaux, soit un total de 4 514 512 euros. L'arrêt précise également qu'en 2024 il a déclaré un patrimoine immobilier net de 9 923 874 euros. Et dire que certains de ses partisans avaient organisé une cagnotte pour l'aider à cantiner en prison !

À charge de revanche ?

L'État grec vient de procéder à un remboursement par anticipation de sa dette envers la France pour la somme de 1,1 milliard d'euros. Cette coquette somme permettrait de mettre le budget français à l'équilibre. Ironie du sort, la Grèce se retrouve donc mieux notée que la France pour ses emprunts, alors que cette dernière avait participé au plan d'aide européen et du FMI pour sauver l'État grec de la banqueroute, en échange de mesures d'austérité drastiques imposées à sa population. Ne crions donc pas victoire : nos dirigeants pourraient bientôt s'inspirer du modèle grec !

La plateforme Frichti en procès

Le procès de la plateforme Frichti et de ses anciens dirigeants, Julia Bijaoui et Quentin Vacher, s'ouvre à Paris. Ils sont poursuivis pour avoir fait travailler des centaines de livreurs sans papiers entre 2015 et 2021. L'entreprise profitait de leur situation précaire pour leur imposer des conditions de travail et de rémunération indignes. Alors que d'autres plateformes de livraison ont également utilisé ces méthodes, Frichti est la première à être jugée. Mais ce type de surexploitation serait impossible si ces travailleurs sans-papiers se voyaient reconnaître le droit de travailler.

Iran: le pouvoir judiciaire en guerre contre les « anomalies sociales »

Le chef du pouvoir judiciaire iranien a appelé à plus de fermeté face au recul du port obligatoire du voile. Depuis 1979, les femmes doivent se couvrir les cheveux et porter des vêtements amples, mais dans les grandes villes, beaucoup sortent désormais sans voile, en jeans, baskets ou tenues légères. Le mouvement s'est amplifié après la mort de Mahsa Amini en 2022, tuée par la police des mœurs. Le mois dernier, même la porte-parole du gouvernement a déclaré : « Nous ne pouvons certainement pas imposer le hijab. » Les Iraniennes semblent en passe de remporter une bataille contre les ayatollahs.